

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

2 février 2004

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**sur la situation politique, religieuse et
humanitaire au Tibet**

(déposée par Mme Karine Lalieux et
M. Mohamed Boukourna)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

2 februari 2004

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de politieke, religieuze en
humanitaire situatie in Tibet**

(ingediend door mevrouw Karine Lalieux en
de heer Mohammed Boukourna)

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>VLAAMS BLOK</i>	: Vlaams Blok
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>
<i>DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>	<i>DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA : Questions et Réponses écrites</i>	<i>QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV : Compte Rendu Intégral, avec à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)</i>	<i>CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)</i>
<i>CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (sur papier vert)</i>	<i>CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>
<i>CRABV : Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>	<i>CRABV : Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>
<i>PLEN : Séance plénière (couverture blanche)</i>	<i>PLEN : Plenum (witte kaft)</i>
<i>COM : Réunion de commission (couverture beige)</i>	<i>COM : Commissievergadering (beige kaft)</i>

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
<i>Commandes :</i>	<i>Bestellingen :</i>
<i>Place de la Nation 2</i>	<i>Natieplein 2</i>
<i>1008 Bruxelles</i>	<i>1008 Brussel</i>
<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.laChambre.be</i>	<i>www.deKamer.be</i>
<i>e-mail : publications@laChambre.be</i>	<i>e-mail : publicaties@deKamer.be</i>

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

L'histoire du Tibet est une interminable succession d'affrontements, de conflits et de rivalités comme en témoigne son invasion par les forces armées de la République populaire de Chine en 1949 et 1950 qui ont mené à l'occupation totale du pays le 7 octobre 1950. Pour le gouvernement de Pékin, le Tibet est depuis toujours une dépendance de la Chine, si bien que la question tibétaine n'est qu'une affaire intérieure chinoise. Pour la résistance tibétaine, au contraire, le Tibet est un pays indépendant injustement agressé, puis occupé et colonisé par une puissance étrangère à partir de 1950. Trancher ces positions est parfois délicat, notamment si l'on se réfère à certains concepts de relations internationales et, en particulier, la question des rapports mutuels qui se pose à partir du moment où apparaissent des entités étatiques¹.

En mai 1951, suite à l'occupation du Tibet par les troupes chinoises, les autorités tibétaines choisissent finalement de négocier, ou plutôt de capituler, en acceptant « l'Accord en 17 points ». Si l'on s'en tient à la lettre, il ne s'agit pas d'une absorption pure et simple, l'essentiel est préservé, notamment la liberté religieuse et la langue. Cela dit, la Chine maoïste n'est rien d'autre qu'un système totalitaire au sein duquel la pratique compte prioritairement – en l'occurrence la mainmise totale du parti communiste chinois sur tous les leviers de commande et l'application arbitraire de ses décisions. Le point de rupture est atteint en 1958-1959, lorsque la répression contre les monastères devient massive et prend une orientation délibérément anti-religieuse. Le vaste soulèvement de Lhasa du 10 mars 1959 contre l'occupation sera violemment maté et entraînera une large répression de la part des autorités chinoises menant à la confiscation des terres, le contrôle des monastères, l'imposition d'un gouvernement communiste et la division du pays en communes. Alors que le Dalaï Lama est contraint à l'exil et trouve asile

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De geschiedenis van Tibet laat zich beschrijven als een eindeloze reeks botsingen, conflicten en rivaliteiten, getuige daarvan de invasie door het leger van de Volksrepubliek China in 1949 en 1950, die op 7 oktober 1950 tot de algehele bezetting van het land heeft geleid. Voor de regering in Beijing behoort Tibet sinds mensenheugenis bij China, zozeer dat ze de kwestie Tibet als een louter binnenlandse aangelegenheid beschouwt. Voor het Tibetaanse verzet daarentegen is Tibet een onafhankelijk land dat onrechtmatig is aangevallen, vervolgens is bezet en sinds 1950 door een vreemde mogendheid wordt gekoloniseerd. De knoop doorhakken in een dergelijke controverse is soms delicaat, vooral als bepaalde denkbepelden inzake internationale betrekkingen voor ogen houdt en in het bijzonder het vraagstuk van de onderlinge verhouding dat rijst zodra er sprake is van statelijke entiteiten¹.

Na de bezetting van Tibet door de Chinese troepen beslissen de Tibetaanse autoriteiten in mei 1951 uiteindelijk tot onderhandelingen over te gaan, of veeleer te capituleren, door het «17-puntenakkoord» te aangaan. Naar de letter gaat het daarbij niet om een loutere opsloping, aangezien de essentie niet teloor gaat: er blijft vrijheid van taal en van religie. Toch moet worden gezegd dat het maoïstische China niets anders is dan een totalitair regime waarin de theorie ondergeschikt blijft aan de praktijk — in dit geval de ijzeren greep waarmee de Chinese communistische partij alle touwtjes in handen heeft en de willekeurige toepassing van de beslissingen. Het breekpunt wordt bereikt in 1958-1959, als de repressie tegen de kloosters massaal wordt en een bewust antireligieuze weg opgaat. De grote opstand in Lhasa op 10 maart 1959 tegen de bezetter wordt met geweld de kop ingedrukt en brengt een grootscheepse repressie van de kant van de Chinese autoriteiten met zich; die gaat tot de inbeslagneming van gronden, de controle van de kloosters, het opleggen van een communistische regering

¹ Il faudra attendre le VII^e siècle après J.-C. pour que le Tibet « réponde » à la notion d'entité étatique alors que la Chine peut se vanter aujourd'hui de posséder le plus ancien Etat de la planète, puisque l'Empire de Chine naît au III^e siècle avant J.-C., sous la dynastie des T'sin.

¹ Het duurt tot de 7e eeuw n. C. voor Tibet beantwoordt aan het begrip statelijke entiteit, terwijl China er thans prat op kan gaan de oudste Staat ter wereld te bezitten; het Keizerrijk China is immers ontstaan in de 3e eeuw v. C., onder de Qin-dynastie.

politique en Inde, un véritable esprit de résistance nationale tibétaine tend à se développer au sein de la population².

Depuis 1965 et l'instauration par les autorités chinoises d'un statut juridique spécial de région autonome au Tibet, une véritable politique de sinisation forcée de la population locale a été développée. Celle-ci est d'autant plus intense que les excès de la révolution culturelle violent de façon récurrente les droits de l'homme et mènent progressivement à la destruction du patrimoine culturel, de la langue et des lieux de culte.

De son exil à Dharamsala en 1960, le Dalaï Lama, quant à lui, réussit le tour de force de se faire reconnaître comme le représentant légitime du peuple tibétain par la communauté internationale. En effet, son discours représente une alternative crédible à la politique de force menée par la République populaire de Chine. Dès 1961, il fait adopter un projet constitutionnel basé sur les principes démocratiques (pluralisme, élections libres, séparation des pouvoirs, y compris entre le temporel et le religieux, respect des droits fondamentaux, etc.)³. S'agissant des rapports avec la république populaire de Chine, ses objectifs sont précisés en 1985-1987 : organisation d'un référendum d'autodétermination, réunification du Tibet « ethnique », mise en œuvre d'une véritable autonomie permettant au Tibet de maîtriser les conditions de son développement, la Chine ne gardant que le contrôle des relations extérieures.

² De nombreux Tibétains trouvent la mort, des milliers d'autres sont emprisonnés, d'autres encore fuient leur pays à la suite du Dalaï Lama pour se réfugier au Népal, au Bhoutan ou en Inde.

³ En 1963, le Dalaï Lama a promulgué une Constitution pour le Tibet futur qui instaure un système parlementaire. Le premier Parlement tibétain en exil était élu pour trois ans. Cette durée a ensuite été portée à cinq ans. Trois mois après les 10^{ème} élections, une Charte spéciale pour les Tibétains en exil, distincte de la Constitution du Tibet futur, a été rédigée. Cette Charte pour le Gouvernement en exil a été ratifiée un an plus tard, en 1991. 'après la Constitution ratifiée en 1991, 'Assemblée des députés du peuple tibétain se compose de 43 représentants élus et de 3 personnalités qualifiées désignées par le Dalaï Lama. Cette assemblée exerce le pouvoir législatif, oriente et contrôle la politique de Gouvernement, qui procède d'elle et non plus du chef spirituel. C'est la plus haute autorité politique tibétaine. Le parlement élit le Gouvernement tibétain en exil, ou Kashag, qui est responsable devant lui et peut être renversé à la majorité simple des députés. Le Dalaï Lama reste le chef de l'Etat, mais le Parlement peut lui retirer ses responsabilités politiques à la majorité des deux tiers et nommer un Conseil de régence.

en de verdeling van het land in communes. Terwijl de Dalai Lama tot ballingschap genoodzaakt wordt en hij politiek asiel in India vindt, begint zich bij de bevolking een ware geest van nationaal Tibetaans verzet te ontwikkelen².

Sinds 1965 en de instelling door de Chinese autoriteiten van een speciale juridische status voor Tibet als autonoom gebied, is een waar beleid van gedwongen sinificatie van de plaatselijk bevolking op gang gekomen. Dat wordt nog intenser, aangezien de excessen van de culturele revolutie de mensenrechten herhaaldelijk schenden en stapsgewijs leiden tot de vernietiging van het culturele erfgoed, de taal en de religieuze plaatsen.

Vanuit zijn ballingsoord in Dharamsala slaagt de Dalai Lama in 1960 in de krachttoer zich door de internationale gemeenschap te laten erkennen als de rechtmatige vertegenwoordiger van het Tibetaanse volk. Zijn betoog biedt immers een geloofwaardig alternatief voor het beleid van geweld dat de Volksrepubliek China voert. Al in 1961 laat hij een ontwerpconstitutie aannemen die gegrond is op de democratische beginselen (pluralisme, vrije verkiezingen, scheiding der machten, ook tussen de wereldlijke en de religieuze macht, eerbiediging van de fundamentele rechten enzovoort)³. In 1985-1987 preciseert hij de voorwaarden waaronder de betrekkingen met de Volksrepubliek China vorm moeten krijgen: organisatie van een referendum inzake zelfbeschikking, hereniging van het «ethnische» Tibet en totstandbrenging van echte autonomie zodat Tibet de omstandigheden van zijn ontwikkeling zelf kan bepalen en China alleen nog de buitenlandse betrekkingen controleert.

² Talrijke Tibetanen vinden de dood, duizenden anderen worden gevangengezet, nog anderen volgen het voorbeeld van de Dalai Lama en zoeken een toevlucht in Nepal, Bhutan of India.

³ In 1963 heeft de Dalai Lama voor het toekomstige Tibet een grondwet afgekondigd die een parlementair regime instelt. Het eerste Tibetaanse parlement in ballingschap was gekozen voor drie jaar. Die duur is vervolgens op vijf jaar gebracht. Drie maanden na de 10^e verkiezingen werd speciaal voor de Tibetanen in ballingschap een Handvest opgesteld dat verschillend is van de grondwet voor het toekomstige Tibet. Dat Handvest voor de regering in ballingschap werd een jaar later, in 1991, bekrachtigd. Volgens de in 1991 bekrachtigde grondwet bestaat de assemblee van de volksvertegenwoordigers van het Tibetaanse volk uit 43 gekozen volksvertegenwoordigers en 3 door de Dalai Lama aangewezen gekwalificeerde persoonlijkheden. Die assemblee oefent de wetgevende macht uit, stuurt en controleert het beleid van de regering, die door haarzelf is aangesteld en niet langer door de spirituele leider. De assemblee vormt de hoogste Tibetaanse politieke autoriteit. Het parlement kiest de Tibetaanse regering in ballingschap, de Kashag, die het verantwoordelijk is en die met een gewone meerderheid van volksvertegenwoordigers kan worden weggestemd. De Dalai Lama blijft het staatshoofd, maar het parlement kan hem met een tweederde meerderheid zijn politieke verantwoordelijkheden ontnemen en een regentschapsraad aanstellen.

Les événements qui ont suivi, soit en 1988-1989 le retour à la répression, ont largement compromis les efforts de rapprochement. L'option en faveur de l'autonomie représente pourtant le meilleur choix – sous réserve qu'elle soit respectée par le pouvoir chinois et qu'elle soit autre chose qu'un paravent servant à camoufler la transformation du Tibet en colonie de peuplement. En effet, l'émergence d'une zone économique spéciale recouvrant le territoire du Tibet (1992) risque de consacrer cette entité territoriale en région chinoise par un développement économique comparable au reste du pays. Pour les Tibétains, cette politique parachève la destruction culturelle, sociale, politique et environnementale par le transfert organisé de milliers de colons chinois présents à tous les niveaux de l'économie et le pillage des ressources naturelles du Tibet, sans tenir compte de l'équilibre écologique de la région.

De toute évidence, les revendications tibétaines en faveur d'une large autonomie au sein de la république populaire de Chine, préservant la culture et l'environnement, mais visant également à stopper le processus outrancier de sinisation de la région – lequel menace directement l'essence même de la singularité tibétaine –, correspond au passé commun de la Chine et du Tibet depuis plusieurs siècles, mais elle est aussi la plus réaliste, ne serait-ce que pour des raisons géographiques et géopolitiques. Cependant, le sort de ce territoire dépend d'abord des grands équilibres asiatiques. Pour qu'une solution pacifique aboutisse, il faut d'abord qu'il y ait des deux côtés une réelle volonté démocratique. La question des droits de l'homme au Tibet est avant tout celle des droits de l'homme en Chine⁴.

Néanmoins, même si la situation actuelle au Tibet soulève des questions d'ordre éthique, environnemental et stratégique, il serait inopportun de porter un jugement manichéen sur la situation en Chine et dans le cas présent, sur celle qui prévaut au Tibet. Si la présente proposition tend à favoriser la réalisation et le respect des droits de l'homme ainsi que des libertés fondamentales, nous ne pouvons pas faire l'impasse sur le caractère souvent quasi-féodal d'une autorité et d'une société tibétaines au sein desquelles certaines libertés ne sont pas respectées dans leur globalité.

⁴ On dénombre encore 250 prisonniers politiques tibétains en détention dans des conditions inhumaines. Parmi eux, le plus jeune prisonnier politique du monde, Gendhun, 14 ans, fut mis au secret avec sa famille parce qu'il a été reconnu par le Dalaï Lama comme réincarnation du Panchen Lama selon la tradition tibétaine.

De gebeurtenissen die daarop zijn gevolgd, te weten de terugkeer naar repressie in 1988-1989, hebben de toenaderingspogingen sterk gecompromitteerd. Kiezen voor autonomie vormt nochtans de beste keuze – op voorwaarde dat ze door het Chinese gezag geen geweld wordt aangedaan en dat het om meer gaat dan een dekmantel om de omvorming van Tibet in een nederzetting te camoufleren. Het ontstaan van een speciale economische zone die samenvalt met het Tibetaanse grondgebied (1992) dreigt die territoriale entiteit door een vergelijkbare economische ontwikkeling in de rest van het land tot Chinees grondgebied te verheffen. Voor de Tibetanen vormt dat beleid het sluitstuk van de culturele, sociale, politieke en ecologische vernietiging door de overbrenging van duizenden, op alle vlakken vertegenwoordigde Chinese kolonisten en door de rooibouw die gepleegd wordt op de natuurlijke rijkdommen van Tibet, waarbij geen rekening wordt gehouden met het ecologische evenwicht in het gebied.

Klaarblijkelijk stemt de Tibetaanse eis voor ruime autonomie in de Volksrepubliek China, met behoud van de cultuur en het milieu maar ook met de stopzetting van het buitensporige sinificatieproces — dat een directe bedreiging vormt voor de kern van de Tibetaanse eigenheid — overeen met het eeuwenoude gemeenschappelijke verleden van China en Tibet; het is echter ook de meest realistische eis, alleen al om aardrijkskundige en geopolitieke redenen. Het lot van dit grondgebied hangt evenwel in de eerste plaats af van de grote evenwichten binnen Azië. Om tot een vreedzame oplossing te komen, moet er eerst aan beide zijden echt naar democratie worden gestreefd. De kwestie van de mensenrechten in Tibet is in de eerste plaats het vraagstuk van de mensenrechten in China⁴.

Maar zelfs al doet de huidige toestand in Tibet vragen rijzen van ethische, ecologische en strategische orde, het zou inopportuun zijn een zwart-witoordeel te vellen over de toestand in China en in dit geval ook over die welke doorgaans in Tibet heerst. Dit voorstel strekt er dan wel toe de mensenrechten en de fundamentele vrijheden te bevorderen en te doen in acht nemen, we kunnen ook niet voorbijgaan aan de vaak bijna feodale aard van de overheid en de maatschappij in Tibet, waarin bepaalde vrijheden nog steeds niet volkomen worden geëerbiedigd.

⁴ Er zitten nog 250 Tibetaanse politieke gevangenen vast in onmenselijke omstandigheden. Onder hen bevindt zich Gedhun, de jongste gevangene ter wereld (14 jaar), die is opgesloten met zijn gezin, omdat hij door de Dalai Lama volgens de Tibetaanse traditie werd erkend als de reïncarnatie van de Panchen Lama.

Quelles que soient les initiatives menées en vue de satisfaire l'exigence humanitaire, il importe également de ne pas isoler diplomatiquement la Chine, mais au contraire, d'entretenir avec discernement des relations avec ce pays. L'intégration internationale de la Chine passe d'abord par les échanges économiques. Pour autant, il convient de ne pas négliger les problèmes des droits de l'homme et de la liberté religieuse qui, en théorie, sont reconnus par la constitution chinoise⁵.

Par ailleurs, selon la puissance militaire et l'intérêt commercial du pays concerné, il est à constater que les gouvernements occidentaux pratiquent la politique du « deux poids, deux mesures » en matière d'ingérence humanitaire. Ainsi, la présence de la Chine au Conseil de sécurité des Nations Unies (et donc l'usage éventuel de son droit de veto) ainsi que sa puissance nucléaire, tout comme son formidable potentiel de développement économique, lui confèrent la qualité de partenaire politique indéniable pour les décennies à venir. Cependant, le respect du droit des minorités et des droits de l'homme – lesquels ont une portée universelle – impose de ne pas laisser libre cours aux seules considérations de rentabilité. En ce sens, certaines informations montrent que les autorités chinoises sont sensibles aux campagnes menées de par le monde pour la libération de prisonniers politiques et pour l'initiation de négociations sino-tibétaines. A propos de celles-ci, notons avec satisfaction que la Chine a dernièrement accordé l'autorisation pour deux visites d'une délégation d'émissaires du Dalaï Lama, leur permettant d'établir des discussions officieuses en Chine et au Tibet. Pour autant, les négociations n'ont toujours pas débuté.

Amener les autorités chinoises, par une attitude responsable, à continuer leurs efforts pour libérer tous les prisonniers politiques tibétains et enfin débiter des négociations avec le Gouvernement tibétain en exil doit constituer un réel axe thématique de notre diplomatie étrangère.

Karine LALIEUX (PS)
Mohamed BOUKOURNA (PS)

⁵ Pour rappel, les Tibétains ne sont jamais consultés sur la politique de la Chine au Tibet – que ce soit, par exemple, en ce qui concerne le contrôle des naissances, le transfert de populations han dans leur entité territoriale ou les grands projets d'expansion économique tels que l'exploitation des mines, la construction de barrages hydroélectriques à la frontière sino-tibétaine ou celle d'une ligne de chemin de fer liant la Chine continentale au Tibet.

Wat ook de initiatieven zijn om aan de vereisten op het vlak van de mensenrechten te voldoen, het is eveneens belangrijk China diplomatiek niet te isoleren, maar er integendeel oordeelkundig betrekkingen mee te onderhouden. De internationale integratie van China verloopt eerst via economische uitwisseling. De problemen inzake mensenrechten en godsdienstvrijheid — in theorie erkend in de Chinese grondwet — mogen daarom evenwel niet worden veronachtzaamd⁵.

Naar gelang van de militaire slagkracht en het commercieel belang van het betrokken land blijken de westerse regeringen inzake inmenging in de mensenrechtenproblematiek een beleid van twee maten te hanteren. Zo geven de aanwezigheid van de Volksrepubliek China in de VN-veiligheidsraad (en dus het eventuele gebruik van haar vetorecht), haar status als kernmacht evenals haar ontzaglijk economisch ontwikkelingspotentieel haar de hoedanigheid van onbetwistbare politieke partner in de komende decennia. De eerbiediging van de minderheden- en de mensenrechten — die universeel gelden — gebiedt ons echter de overwegingen inzake rendabiliteit niet zomaar vrije baan te geven. In die zin wijzen bepaalde inlichtingen erop dat de Chinese autoriteiten gevoelig zijn voor de campagnes die in de hele wereld worden gevoerd om politieke gevangenen vrij te laten en Chinees-Tibetaanse onderhandelingen aan te vatten. In verband met dit laatste stellen wij met voldoening vast dat China onlangs het licht op groen heeft gezet voor twee bezoeken van een delegatie gezanten van de Dalai Lama, zodat nu in China en in Tibet officieuze besprekingen kunnen worden gevoerd. De onderhandelingen zijn evenwel nog niet van start gegaan.

De Chinese autoriteiten er door een verantwoorde lijke houding toe brengen hun inspanningen voort te zetten om alle Tibetaanse politieke gevangenen vrij te laten en uiteindelijk onderhandelingen met de Tibetaanse regering in ballingschap aan te knopen, moet in onze buitenlandse diplomatie een thema zijn dat daadwerkelijk aan de orde blijft.

⁵ Ter herinnering: de Tibetanen worden nooit geraadpleegd over het beleid van China in Tibet; of het nu gaat om geboortebeperving, de overbrenging van de Han-bevolking naar hun grondgebied, of grote projecten inzake economische expansie, zoals de ontginning van mijnen, de bouw van hydro-elektrische dammen aan de Chinees-Tibetaanse grens of van een spoorweg tussen het «moederland» China en Tibet.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A) Vu ses résolutions antérieures sur le Tibet et notamment la résolution relative à la protection du peuple tibétain et de sa culture adoptée le 27 juin 1996 ;

B) Vu la résolution B5-0641/2000 relative au « projet de réduction de la pauvreté en Chine occidentale et l'avenir du Tibet » votée par le Parlement européen le 6 juillet 2000, laquelle invite notamment « les gouvernements des Etats membres à examiner sérieusement la possibilité de reconnaître le gouvernement tibétain en exil comme légitime représentant du peuple tibétain si, dans un délai de trois ans, les autorités de Pékin et le gouvernement tibétain en exil ne sont pas parvenus à un accord sur un nouveau statut pour le Tibet [...] » ;

C) Vu la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 et la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme adoptée par les Nations unies (décembre 1998), vu les points 2 et 3 de l'article 1 de la Charte des Nations unies ainsi que les résolutions 1353 (1959), 1723 (1961) et 2079 (1965) adoptées par l'Assemblée générale des Nations unies ;

D) Considérant que le respect des droits de l'homme constitue une priorité majeure de notre politique étrangère comme celle des politiques de l'Union européenne ainsi qu'un des principes fondateurs de l'Union ;

E) Considérant que la situation des droits de l'homme en Chine n'évolue guère favorablement alors que la Chine a adhéré à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qu'elle est également partie à la convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à la convention des droits de l'enfant ainsi qu'à la convention relative au statut des réfugiés et aux protocoles s'y rapportant ;

F) Rappelant que le Tibet a été envahi et occupé en 1949 et 1950 par les forces armées chinoises ;

G) Soulignant que si l'« Accord en 17 points », signé à Pékin sous la contrainte par les autorités tibétaines, sanctionnait l'annexion du Tibet à la république

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A) Gelet op haar vroegere resoluties betreffende Tibet en met name de op 27 juni 1996 aangenomen resolutie betreffende de bescherming van het Tibetaanse volk en zijn cultuur;

B) Gelet op resolutie B5-0641/2000 betreffende het voorstel tot terugdringing van de armoede in West-China en de toekomst van Tibet, die op 6 juli 2000 door het Europees Parlement werd aangenomen en waarin dat parlement «de regeringen van de lidstaten [verzoekt] ernstig de mogelijkheid te onderzoeken om de Tibetaanse regering in ballingschap als wettelijke vertegenwoordiger van het Tibetaanse volk te erkennen indien de autoriteiten in Peking en de Tibetaanse regering in ballingschap binnen de drie jaar geen akkoord hebben bereikt over een nieuw statuut voor Tibet. (...)»;

C) Gelet op de Universele verklaring van de rechten van de mens van 10 december 1948, op de Verklaring over de mensenrechtenverdedigers, goedgekeurd door de Verenigde Naties in december 1998, op de punten 2 en 3 van artikel 1 van het Handvest van de Verenigde Naties, alsook op de door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties aangenomen resoluties 1353 (1959), 1723 (1961) en 2079 (1965);

D) Overwegende dat de eerbiediging van de mensenrechten een topprioriteit vormt van ons buitenlands beleid en het beleid van de Europese Unie, alsook dat het hier een van de grondbeginselen van de Unie betreft;

E) Overwegende dat de toestand van de mensenrechten in China er nagenoeg niet op vooruitgaat, terwijl dat land toch is toegetreden tot het Internationaal Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie, tot het Verdrag van de Verenigde Naties tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of ontterende behandeling of bestraffing, tot het Verdrag inzake de rechten van het kind, alsook tot het Verdrag betreffende de status van vluchtelingen en de daaraan gekoppelde protocollen;

F) Eraan herinnerend dat Tibet in 1949 en in 1950 werd overrompeld en bezet door de Chinese strijdkrachten;

G) Memorerend dat het «17-puntenakkoord», dat door de Tibetaanse autoriteiten onder dwang in Peking werd ondertekend, weliswaar de inlijving van Tibet bij

populaire de Chine, il garantissait également la pleine autonomie du Tibet et, en particulier, la pérennité de son système politique et le plein respect de la liberté religieuse ;

H) Rappelant la transformation en 1992 du Tibet en « Zone économique spéciale » et le transfert massif de populations et l'immigration chinoise vers le Tibet, entraînant la marginalisation du peuple, de la culture et de l'identité des Tibétains sur leur propre terre ;

I) Préoccupée par la violation des libertés et des droits fondamentaux du peuple tibétain mais aussi par les sévères contraintes à la liberté de culte imposées à ce dernier ; constatant avec inquiétude le nombre toujours croissant de prisonniers tibétains pour des délits d'opinion et dénonçant les mauvais traitements, les tortures morales et physiques subies pendant leur captivité ;

J) Considérant que l'émergence d'un véritable dialogue constructif entre le gouvernement tibétain en exil et le gouvernement de la république populaire de Chine constitue le meilleur moyen de régler le problème du Tibet ;

K) Considérant que, malgré la réception récente de représentants du Dalaï Lama par le gouvernement chinois, les discussions informelles ayant eu cours entre les deux parties concernées n'ont pas entraîné d'amélioration de la situation des droits de l'homme au Tibet, notamment en ce qui concerne la liberté d'expression ;

L) Insistant pour que la poursuite des contacts de haut niveau entre l'Union européenne et la république populaire de Chine ne soit pas uniquement centrée sur le renforcement de leur coopération dans le domaine économique mais favorise l'ouverture d'un dialogue constructif sur l'inévitable question des droits de l'homme et du respect des minorités en Chine.

DEMANDE AU GOUVERNEMENT :

1. de traiter de la situation des droits de l'homme au Tibet – et des discriminations qui en découlent en matière religieuse, politique, linguistique, culturelle ou d'éducation – lors de ses contacts bilatéraux avec la république populaire de Chine, ainsi qu'au sein des instances multilatérales appropriées ;

de Volksrepubliek China bekrachtigde, maar tegelijkertijd het volledige zelfbestuur van Tibet en, inzonderheid, het voortbestaan van het politieke bestel van dat land en de onverkorte godsdienstvrijheid waarborgde;

H) Herinnerend aan het feit dat Tibet in 1992 tot «Bijzondere economische zone» werd omgevormd, dat bevolkingsgroepen massaal naar Tibet werden overgebracht en dat Chinese immigranten zich er hebben gevestigd, waardoor het Tibetaanse volk, zijn cultuur en zijn identiteit op het eigen grondgebied worden gemarginaliseerd;

I) Met bezorgdheid vaststellende dat de fundamentele vrijheden en rechten van het Tibetaanse volk worden geschonden, maar ook dat er strenge beperkingen van de godsdienstvrijheid worden opgelegd, dat almaar meer Tibetanen wegens opiniedelicten worden opgesloten en dat zij, tijdens hun gevangenschap, slecht worden behandeld, alsook morele en fysieke folteringen moeten ondergaan;

J) Overwegende dat het ontstaan van een écht constructieve dialoog tussen de Tibetaanse regering in ballingschap en de regering van de Volksrepubliek China de beste manier vormt om de Tibetaanse kwestie te regelen;

K) Overwegende dat, ondanks het feit dat de Chinese regering onlangs vertegenwoordigers van de Dalai Lama heeft ontvangen, de informele besprekingen tussen de beide partijen niet hebben geleid tot een verbeterde mensenrechtensituatie in Tibet, inzonderheid wat de vrijheid van meningsuiting betreft;

L) Beklemtonend dat de voortzetting van contacten op hoog niveau tussen de Europese Unie en de Volksrepubliek China niet uitsluitend gericht mag zijn op de verbreiding van de wederzijdse economische samenwerking, maar er ook toe moet bijdragen dat een constructieve dialoog op gang komt over het onvermijdelijke knelpunt van de mensenrechten en de eerbied voor de minderheden in China.

VRAAGT DE REGERING:

1. tijdens haar bilaterale contacten met de Volksrepubliek China en binnen de geëigende multilaterale instanties de situatie van de mensenrechten in Tibet aan de orde te brengen, alsook de daaruit voortvloeiende discriminatie op religieus, politiek, taalkundig, cultureel of educatief vlak;

2. de convier les autorités chinoises à la poursuite d'un dialogue constructif avec les représentants du Dalaï Lama dans la perspective de trouver une solution pacifique, dans l'intérêt mutuel des parties concernées, à la problématique tibétaine ;

3. de demander au Conseil, à la Commission et aux autres Etats membres de l'Union européenne de tout mettre en œuvre afin que le gouvernement de la république populaire de Chine et le Dalaï Lama négocient un nouveau statut du Tibet qui garantisse une véritable autonomie des Tibétains ;

4. d'encourager l'Union européenne à approfondir son dialogue avec la Chine au sujet des droits de l'homme et plus particulièrement en ce qui concerne la situation au Tibet, afin que la république populaire de Chine y respecte les valeurs démocratiques, la liberté d'expression, la liberté de presse et les libertés politiques et religieuses.

6 janvier 2004

Karine LALIEUX (PS)
Mohamed BOUKOURNA (PS)

2. de Chinese autoriteiten uit te nodigen hun constructieve dialoog met de vertegenwoordigers van de Dalai Lama voort te zetten, teneinde een vreedzame en voor de beide partijen voordelige oplossing te vinden voor de Tibetaanse kwestie;

3. de Raad, de Commissie en de lidstaten van de Europese Unie te vragen alles in het werk te stellen opdat de regering van de Volksrepubliek China en de Dalai Lama onderhandelingen aanknopen over een nieuw statuut voor Tibet, dat de Tibetanen échte autonomie garandeert;

4. de Europese Unie ertoe aan te moedigen haar dialoog met China over de mensenrechten en, inzonderheid, over de toestand in Tibet te verdiepen, opdat de Volksrepubliek China er eerbied zou opbrengen voor de democratische waarden, de vrijheid van meningsuiting, de persvrijheid, alsook de politieke en godsdienstvrijheid.

6 januari 2004